

# ENVIRONNEMENT

Traitement des déchets, de l'air, de l'eau, du bruit,  
économie d'énergie, pollution des sols

LES OBLIGATIONS EUROPÉENNES  
APPLICABLES EN FRANCE

CAHIER 3

le secteur  
**Coiffure - Esthétique**  
**Toilettage**



**Votre expert-comptable vous accompagne dans cette thématique**



**62<sup>e</sup> Congrès**  
De l'Ordre des Experts-Comptables  
Europe & Entreprises  
Opportunités pour l'Expert-Comptable

Le *Club*  
Développement  
Durable







**Jean-Pierre ALIX,**  
Président du Conseil Supérieur  
de l'Ordre des Experts-Comptables

Ce fascicule est une synthèse des obligations en matière de données environnementales et sociales et du développement durable pour le secteur Coiffure - Esthétique - Toilettage.

Les textes de loi, les références légales n'ont pas été mentionnés pour faciliter la lecture, car le but de ces fiches est la sensibilisation à cette thématique environnement et développement durable de l'ensemble des parties prenantes dans une entreprise.

Ce cahier recense la majorité des paramètres dont il y a lieu de s'imprégner, mais il n'est pas exhaustif.

Les objectifs de ce document pour les dirigeants des entreprises concernées sont les suivants :

- Avoir conscience de l'impact sur l'environnement de la gestion des déchets, du traitement de l'air, de l'eau, du bruit, de l'économie d'énergie et de la pollution des sols notamment ;
- Prendre connaissance des conséquences financières à intégrer dans les comptes annuels sociaux et/ou consolidés : provision pour dépollution des sols, amendes pour non respect des obligations légales, etc. ;
- Être informé,
  - Des risques de pérennité de l'entreprise s'il n'y a pas de modification "dans les temps" de leur investissement ;
  - Des risques de transmission de l'entreprise s'il est avéré une pollution des sols par exemple, qui n'aurait pas été provisionnée, car le coût d'une remise en état d'un sol pollué est très élevé.

**Tita A. ZEITOUN,**  
Membre élue du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables,  
Présidente de la Commission Environnement du CSOEC,  
Présidente du Club Développement durable et des données  
environnementales et sociales du CSOEC.



**Votre expert-comptable vous accompagne dans cette thématique**





## Obligations légales déclaratives

p.1

- Critères de déclaration
- Critères d'autorisation

## Gestion des déchets

p.2

- Obligations légales pour les déchets p.2
- Interdictions légales pour les déchets p.2
- Nature des déchets p.2
- Traitement des déchets p.3
- Elimination des déchets p.3

## Gestion de l'eau

p.4

- Obligations légales pour l'eau
- Interdictions légales pour l'eau
- Pollution de l'eau
- Origine des eaux
- Traitement des eaux

## Gestion de l'air

p.5

- Obligations légales pour l'air
- Pollution de l'air
- Traitement de l'air

## Gestion du bruit

p.6

- Obligations légales pour le bruit
- Traitement du bruit

## Gestion de l'énergie

p.7

- Pour effectuer des économies d'énergie

## Gestion de la santé et de la sécurité

p.8

- Obligations légales pour le respect de la sécurité des salariés
- Obligations légales pour la santé des clients
- Préconisations pour la santé des salariés

## Gestion des sols et des sites

p.9

- Pollution des sols
- Remise en état du site

## Savoirs plus

p.10

- Risques - contrôles - amendes
- Préconisations

## Annexes

- Le document unique I
- Liste des abréviations II



COIFFURE  
ESTHÉTIQUE  
TOILETTAGE



## OBLIGATIONS LEGALES DECLARATIVES

- Etablissement non soumis à **déclaration**
- Si l'un de ces critères est rempli, l'activité est soumise à **autorisation** :
  - Pour le déversement des eaux usées



## OBLIGATIONS LEGALES POUR LES DECHETS

---

→ Tri par catégorie de déchets

→ **Déchets non dangereux**

- Si volume d'emballages > 1,1 m<sup>3</sup> / semaine : élimination ou valorisation (= transformation de ces déchets pour les réutiliser) par un prestataire

→ **Déchets dangereux**

- Stockage dans des endroits bien aérés, étanches, à l'abri de la chaleur
- Elimination par un prestataire autorisé
- Emission d'un Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD)

## INTERDICTIONS LEGALES POUR LES DECHETS

---

→ Rejet dans le réseau d'assainissement ou dans les égouts des déchets dangereux

→ Brûlage des déchets à l'air libre

→ Mélange des déchets dangereux et des ordures ménagères

## NATURE DES DECHETS

---

→ **Déchets non dangereux**

- Cheveux
- Cires et bandes de cire
- Cotons et mouchoirs imbibés
- Emballages (plastiques, carton, papier)
- Linge de toilette

→ **Déchets dangereux**

- Bombes aérosols (laques, mousses, crèmes, etc.)
- Emballages, bidons, tubes et flacons souillés
- Gants souillés
- Lampes UV, néons
- Solvants et eau de rinçage (coloration, shampooing)
- Textiles et chiffons souillés



## TRAITEMENT DES DECHETS

---

### → Déchets non dangereux

- Collecte par les collectivités locales
- Si pas de collecte par les collectivités locales : apport en déchetterie communale ou professionnelle ou élimination par un prestataire autorisé
- Valorisation (= transformation) : de la matière ou énergétique (incinération dans une chaudière à bois)
- Collecte par un nettoyeur de linge

### → Déchets dangereux

- Apport en déchetterie pour professionnels
- Élimination par un prestataire autorisé
- Reprise par le fournisseur consentant
- Collecte régionale
- Reprise par un électricien

## ELIMINATION DES DECHETS

---

### → But

- Coût d'élimination réduit de 10 à 20 % pour les déchets triés
- Aide à la protection de l'environnement
- Pas de paiement d'amende si l'entreprise est en adéquation avec la loi

### → Coût

#### • Déchets non dangereux

- Nul si l'entreprise s'en charge
- Environ 50 € / tonne de déchets d'emballage lorsque la collectivité facture le ramassage

#### • Déchets dangereux

- Environ 1,8 € / L de solvant usagé (en déchetterie professionnelle)
- Coût de traitement réduit avec l'utilisation de produits plus favorables à l'environnement (moins polluants)



## OBLIGATIONS LEGALES POUR L'EAU

---

- Obtention d'une autorisation de déversement des eaux usées, par la collectivité
- Pré-traitement des eaux usées très chargées en matière organique, avant le rejet dans le réseau

## INTERDICTIONS LEGALES POUR L'EAU

---

- Rejet d'eaux usées dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement sans pré-traitement
- Rejet des résidus de liquides dangereux (phénols, ammoniac) dans les eaux superficielles, souterraines, marines et dans les égouts

## POLLUTION DE L'EAU

---

- Par le déversement des solvants, des eaux de rinçage, des shampooings, des huiles corporelles, des détergents, des phénols, d'ammoniac, etc.
- Par l'écoulement des solvants, des produits de nettoyage, des lotions, etc.

## ORIGINE DES EAUX

---

- Eaux domestiques
- Eaux de lavage
- Eaux industrielles : rejets, eaux de rinçage (coloration, shampooing), etc.

## TRAITEMENT DES EAUX

---

- Installation de containers étanches, résistants, à l'abri de la chaleur et de la pluie
- Utilisation de produits moins polluants (sans phénol)



## OBLIGATIONS LEGALES POUR L'AIR

---

- Mise en place d'un système de ventilation adapté (notamment pour les COV et les poudres décolorantes), avec un nettoyage régulier des filtres
- Nettoyage annuel des conduites d'extraction

## POLLUTION DE L'AIR

---

- Par l'évaporation de composés dangereux : COV, poussières, solvants, etc.
  - Risques pour l'environnement (détérioration de la couche d'ozone)
  - Risques pour la santé (risques allergènes, irritations, etc.)
- Par l'émission de nuisances olfactives

## TRAITEMENT DE L'AIR

---

- Utilisation de détergents plutôt que de solvants
- Utilisation de produits moins volatils
- Installation d'un système de ventilation localisée
  - Captage des polluants dès leur émission (notamment lors des préparations des solutions pour les décolorations, les massages, les soins corporels)
- Installation d'un système de ventilation générale adapté
  - Limitation des odeurs, de la condensation et des COV
  - Renouvellement de l'air ambiant
  - Dilution et extraction des polluants non captés par la ventilation localisée (notamment ceux des produits fixateurs, laques et sprays)
- Mise en place de bidons et containers bien hermétiques et à l'abri de la chaleur
  - Limitation des évaporations
- Installation des débouchés d'aération éloignés des habitations
- Utilisation d'un aspirateur adapté ou nettoyage à l'humide afin de limiter la dispersion des poussières



## OBLIGATIONS LEGALES POUR LE BRUIT

---

- Seuils limites, en limite de propriété de l'installation, lors du fonctionnement de l'entreprise :
  - 70 dB le jour
  - 60 dB la nuit
  
- Emergence admissible dans les zones à émergence réglementée (intérieur des habitations + jardins + cours + terrasses + zones constructibles), pour un niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation) compris entre 35 et 45 dB :
  - 6 dB de 7h à 22h
  - 4 dB la nuit
  
- Emergence admissible dans les zones à émergence réglementée (intérieur des habitations + jardins + cours + terrasses + zones constructibles), pour un niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation) > 45 dB :
  - 5 dB de 7h à 22h
  - 3 dB la nuit
  
- Mise à disposition de casques anti-bruit pour les employés au-delà d'une exposition à 85 dB
  
- Mesures des niveaux de bruit tous les 3 ans

## TRAITEMENT DU BRUIT

---

- Utilisation d'équipements anti-bruit et anti-vibration
  
- Bonne isolation acoustique de l'établissement
  
- Installation d'un système d'insonorisation



## **POUR EFFECTUER DES ECONOMIES D'ENERGIE**

---

- Achat de machines étiquetées "énergie A" (les moins consommatrices d'énergie)
- Utilisation de lampes fluo-compactes, de tubes fluorescents haut rendement et de ballasts électroniques : économies pouvant aller jusqu'à 40 %
- Bonne isolation des bâtiments (isolants naturels : liège, fibre de cellulose, filasse de lin, fibre de chanvre, double vitrage) : permet une économie d'énergie d'environ 30 %
- Détartrage des appareils : économies d'énergie pouvant aller jusqu'à 30 %
- Dépoussiérage régulier des luminaires
- Achat d'équipements peu consommateurs d'eau
- Mise en place d'économiseurs d'eau
- Installation de mitigeurs
- Récupération d'eau chaude sanitaire pour le lavage des mains et des sols



## OBLIGATIONS LEGALES POUR LE RESPECT DE LA SECURITE DES SALARIES

---

- Utilisation de machines homologuées : affichage du sigle CE ou déclaration de mise en conformité
- Vérification annuelle des installations électriques, des installations frigorifiques et des systèmes de ventilation
- Vérification semestrielle des cabines de bronzage
- Etablissement du document unique des risques professionnels si salarié, stagiaire ou apprenti (Cf. fiche "Document unique")
- Obtention des fiches de données sécurité des produits dangereux, auprès des fournisseurs
- Affichage clair des consignes de sécurité (interdiction de fumer dans les locaux, etc.)
- Mise à disposition de matériel de protection pour les salariés : gants

## OBLIGATIONS LEGALES POUR LA SANTE DES CLIENTS

---

- Stérilisation et désinfection des outils afin d'éviter toute contamination (notamment les maladies transmissibles)
- Nettoyage des locaux, des vitrines, des bols et des pinceaux pour la teinture
- Distribution de linge (serviettes, peignoirs) propre à chaque client

## PRECONISATIONS POUR LA SANTE DES SALARIES

---

- Stérilisation et désinfection des outils afin d'éviter toute contamination (notamment les maladies transmissibles)
- Utilisation d'équipements spécifiques (gants à usage unique)
- Bonne isolation acoustique de l'établissement
- Installation d'un système d'insonorisation
- Port de bijoux peu recommandé
- Choix d'outils sans nickel
- Achat de produits de remplacement en cas d'allergie détectée
- Investissement dans des fauteuils ergonomiques, adaptés aux différentes postures



## POLLUTION DES SOLS

---

### → Origine :

- Due à un mauvais stockage des déchets (solides ou liquides)
- Due à des infiltrations ou des déversements de produits dangereux
- Due au dépôt de produits dangereux

### → Impacts :

- Sur les eaux souterraines, les eaux superficielles, l'air et les écosystèmes : court et moyen terme
- Sur les Hommes, surtout sur leur santé : moyen et long terme

### → Règlementation applicable :

- Celle relative aux déchets
- Celle relative aux ICPE
- En cas de cessation d'activité : préavis de 3 mois à la Préfecture dont dépend l'établissement **et remise en état du site**

## REMISE EN ETAT DU SITE

---

- Présentation de garanties financières pour financer la réhabilitation du site
- Elimination et valorisation des produits dangereux et des déchets par des installations autorisées
- Vidange, nettoyage, dégazage et décontamination des cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux (solvants, détergents, etc.)
- Réalisation d'une étude de sol
- Mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines autour du site et de l'établissement d'un bilan des résultats de cette surveillance



### RISQUES - CONTROLES - AMENDES

---

- **Contrôles** de l'Etat (DRIRE, DRAF, DRASS, DSV) et des collectivités
- **Amendes :**
  - **Déchets :**
    - 800 € pour le mélange des déchets dangereux et des ordures ménagères
    - 1 500 € pour la non justification de l'élimination réglementaire
    - 80 000 € pour une pollution volontaire
  - **Eau :**
    - 1 500 € pour la non autorisation de déversement
    - 12 000 € pour une pollution volontaire
    - 75 000 € et 1 an de prison maximum pour une pollution volontaire avec impacts sur la santé et les écosystèmes
  - **Sécurité :**
    - 15 000 € et 1 an de prison maximum pour manquement à des obligations sécuritaires ayant entraîné des dommages corporels et/ou matériels

### PRECONISATIONS

---

- **Aides** de l'Agence de l'Eau pour les PME – PMI ayant une démarche globale de gestion de l'eau et des déchets
- **Aides** de l'Agence de l'eau atteignant 50 % pour l'élimination des déchets dangereux pour l'eau (ammoniac, phénols, etc.). Passage par un prestataire conventionné notamment par l'Agence de l'Eau
- **Aides** de l'ADEME et des Conseils Régionaux pour la maîtrise de l'énergie
- **Aides** : subventions de 40 % pour l'achat d'une chaudière à bois
- **Aides** de l'ADEME pour la réalisation d'études préliminaires sur les sites et les sols pollués



# LE DOCUMENT UNIQUE

## QU'EST-CE QUE C'EST ?

- Obligation réglementaire pour tous les employeurs ayant un ou plusieurs apprentis, stagiaires ou salariés afin d'évaluer les risques potentiels encourus dans l'entreprise et de mettre en place des mesures visant à assurer la sécurité et à protéger la santé des salariés sécurité dans l'entreprise (Code du Travail, Articles L. 230-2 et R. 230-1)
- Document réalisé par l'employeur, à disposition des salariés, de l'inspection du travail, du médecin du travail, des agents des services de prévention
- Mise à jour annuelle
- Conservation pendant 30 ans

## SANCTIONS ENCOURUES

- En cas de mauvaise transcription ou de non mise à jour de ce document unique d'évaluation des risques, l'employeur peut devoir payer une amende de 1 500 € maximum, pouvant atteindre 3 000 € (récidive). (Code du Travail, Article R. 263-1-1 et Code pénal, Article 131-12 et suivants)

## QUE CONTIENT- IL ?

- Un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise
- Une hiérarchisation décroissante de ces risques en fonction de leur probabilité d'apparition, de leur gravité et du nombre de salariés exposés
- Un plan d'action afin de trouver les solutions réduisant ces risques, suivant dix principes :
  - Eviter les risques quand cela est possible ;
  - Evaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
  - Combattre les risques à la source ;
  - Adapter le travail à l'homme ;
  - Tenir compte de l'évolution de la technique ;
  - Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou moins ;
  - Intégrer la prévention des risques dans l'activité globale de l'entreprise ;
  - Prendre des mesures collectives en priorité par rapport aux mesures individuelles ;
  - Donner des instructions appropriées aux travailleurs (consignes, formations, etc.)
  - Planifier la mise en place de ces actions : objectif, personne responsable, délai, financements, etc.





## LISTE DES ABREVIATIONS

<b>ADEME</b>	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
<b>BSDD</b>	Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux
<b>CE</b>	Commission Européenne
<b>COV</b>	Composés Organiques Volatiles
<b>dB</b>	Décibel
<b>DRAF</b>	Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt
<b>DRASS</b>	Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales
<b>DRIRE</b>	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
<b>DSV</b>	Direction des Services Vétérinaires
<b>ICPE</b>	Installation Classée Pour l'Environnement
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>PMI</b>	Petite et Moyenne Industrie



